

PROTECTION

L'OTAN, une féodalité contemporaine



Sept nouveaux États, tous issus de l'ancien Pacte de Varsovie, viennent d'adhérer à l'OTAN. Structurée par les Etats-Unis pour combattre l'Union soviétique, l'Alliance atlantique est aujourd'hui une organisation privée d'objectifs, instrumentalisée par Washington au gré de ses ambitions. Cet élargissement accroît ses capacités d'intervention tout en diluant un peu plus sa raison d'être initiale. À moins de considérer que l'URSS n'était pas dangereuse parce qu'elle était soviétique, mais parce qu'elle était russe.

page 2

L'entente cordiale à l'heure de la crise du blairisme

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Jean-Marie Colombani fait l'éloge de l'entente cordiale. Au-delà des poncifs obligés, il en profite pour dire son admiration du New Labour et de l'atlantisme blairien dont il voudrait faire des modèles pour la France. Dommage, ces modèles, les Britanniques sont en train de les remettre en question. David Clark, souligne ainsi que, face aux erreurs stratégiques de la Maison-Blanche, Tony Blair a préféré privilégier sa relation avec Bush que de lui faire entendre raison.

page 7

REPÈRE : 8 AVRIL 1987

Quand Charles Pasqua protégeait un terroriste

Figure historique de la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, fondateur du journal *Libre Algérie*, l'avocat Ali Mecili irrite le pouvoir par ses dénonciations de la corruption et des manipulations politiques. Le 7 avril 1987, il est abattu devant son domicile à Paris où il vit en exil. La police française retrouve assez rapidement le meurtrier, un petit criminel algérien du nom d'Abdelmalek Amellou. Or celui-ci est en possession d'un ordre de mission des services secrets algériens. Aussi, sur ordre direct du ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, il est expulsé discrètement vers Alger où il est accueilli avec les honneurs. Paris n'a aucune intention de se fâcher avec le pouvoir du président Chadli, les généraux et les hommes d'affaires, dont les pétrodollars alimentent aussi les caisses politiques françaises. Ce n'est qu'en 2001 seulement, qu'un ancien agent algérien, Hichem Abdoud, révélera le complot qui a coûté la vie à Ali Mecili. ■



POUR « LE MONDE », CRITIQUER LES MÉDIAS RELÈVE DE L'ANTI-SÉMITISME

Le Monde digère décidément mal la critique. Cible permanente des publications consacrées à la critique-média (ACRIMED, *Pour Lire Pas Lu*), le premier quotidien français donne son opinion sur ce genre de travaux, sous la plume de Nicolas Weill. Celui-ci rend compte, dans un article paru dans *Le Monde des Livres* du 2 avril 2004, d'une thèse consacrée au journalisme et récemment éditée. En fin de colonne, il assimile « la critique du journalisme au XIXe et au début du XXe siècle » à l'antisémitisme, « le journalisme étant chez certains considéré comme la profession par excellence des juifs ». Et *Le Monde* de conclure : « il n'est pas interdit de penser que sur ce point aussi, la haine du journalisme épouse celle de la démocratie et des Lumières symbolisés par l'émancipation des minorités ». Ainsi donc, par un étrange renversement de la pensée, la critique, dès lors qu'elle s'adresse aux médias, serait l'expression d'une haine et non l'outil qui apporte les Lumières. ■

Protection

L'OTAN, une féodalité contemporaine

Sept nouveaux États, tous issus de l'ancien Pacte de Varsovie, viennent d'adhérer à l'OTAN. Structurée par les Etats-Unis pour combattre l'Union soviétique, l'Alliance atlantique est aujourd'hui une organisation privée d'objectifs, instrumentalisée par Washington au gré de ses ambitions. Cet élargissement accroît ses capacités d'intervention tout en diluant un peu plus sa raison d'être initiale. À moins de considérer que l'URSS n'était pas dangereuse parce qu'elle était soviétique, mais parce qu'elle était russe.



C'était une cérémonie fort solennelle et ennuyeuse, vendredi 2 avril 2004, au siège de l'OTAN à Bruxelles. Dans la cour d'honneur, les ministres Affaires étrangères des États membres ont assisté au hissé des couleurs des sept pays nouvellement adhérents : la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie. Puis il y a eu la photographie officielle et la conférence de presse commune où chacun s'est employé à réciter les banalités d'usage. Tout cela sous l'œil inquiet de la délégation russe invitée à se joindre à cette pompe sans liesse.



Ce manque d'enthousiasme traduit l'appréhension d'une bonne partie des membres de l'Alliance, comme de la Fédération de Russie, qui se demandent à quoi va bien pouvoir servir cette organisation. Historiquement, l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) a été créée par les États-Unis pour mobiliser leurs vassaux contre l'Union soviétique. Elle a suscité une coalition comparable : rapidement l'URSS incorpora ses vassaux dans le Pacte de Varsovie. Mais après la disparition de la menace soviétique et la dissolution du Pacte, l'OTAN loin de se dissoudre également, s'est élargie par deux fois.

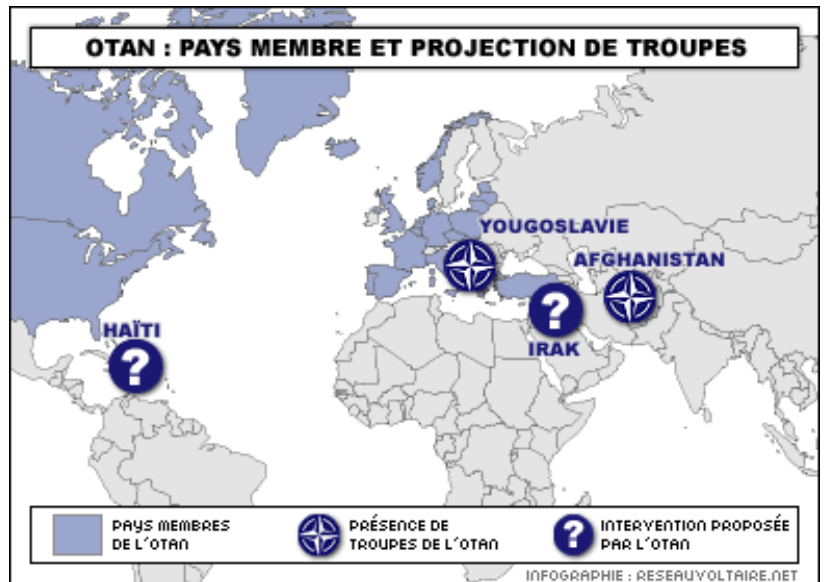
Depuis le sommet de Prague, en novembre 2002, l'OTAN a adopté le jargon états-unien. Les nouvelles menaces du XXI^e siècle seraient le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. C'est une formule médiatique, mais c'est dénué de sens. Le terrorisme est une forme d'action, d'ailleurs plus souvent employée par des États que par des groupes non-étatiques, pas un ennemi. Malgré la rhétorique, la prolifération des ADM n'est nullement une menace, puisque les États-Unis sont le premier proliférateur mondial. Quant au concept même d'« *armes de destruction massive* », il consiste à mettre sur le même plan des gaz bon marché et des bombes atomiques de dernière génération, ce qui n'a aucun sens en termes militaires.

Le Pentagone a tenté de convaincre récemment l'OTAN d'adopter de nouveaux éléments de doctrine, comme celui de la « *guerre préventive* », mais au vu de l'échec de la stabilisation de l'Irak, cette idée a été rangée au rayon des arguments éculés.

On se plait aussi beaucoup à l'OTAN à évoquer la défense des « *valeurs communes* ». Mais il est peu probable qu'elles existent. Ainsi, lorsque les documents officiels les explicitent, c'est pour parler de « *système politique démocratique fondé sur l'économie de marché* », une formule pour le moins réductrice.

Il est une règle non-écrite qui résume l'esprit de l'OTAN : « *Garder les États-Unis à l'intérieur, les Russes à l'extérieur et les Allemands en bas* ». C'est sur cette base que les États d'Europe centrale et orientale ont rejoint l'organisation pour se protéger de leurs trop puissants voisins, Moscou et Berlin.

Ainsi certains des nouveaux adhérents n'ont pas résisté au plaisir de marquer le coup. En Roumanie, le président Ion Iliescu a fait hisser le drapeau de l'OTAN devant le Parlement et a supprimé le « *pas soviétique* » en vigueur dans ses armées. En Bulgarie, le Premier ministre, le prince Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha a fait recouvrir la façade de l'ancien siège du parti communiste avec une gigantesque bannière de l'OTAN.



Pour Washington, l'OTAN présente un avantage immédiat et peut être employé selon quatre options stratégiques distinctes et non contradictoires.

Pour le moment, l'exigence de compatibilité des armements permet aux États-Unis de contraindre les nouveaux membres à se doter de matériels US payables à long terme grâce à des prêts à faible intérêt. Cela donne toujours un petit air de racket aux réunions de chefs d'État et de gouvernement de l'Alliance, chacun se consolant en pensant à la beauté des équipements qu'il se doit d'acheter avec le sourire.

La première fonction stratégique de l'OTAN pourrait être de contenir la Russie comme elle le fit avec l'URSS. Dans ce cas, l'adhésion des États d'Europe centrale et orientale permet aux forces US de se rapprocher de leur cible. Des accords de partenariat en Asie centrale, notamment avec la Géorgie et l'Ouzbékistan, doivent permettre d'encercler la Russie. La dissolution de l'Union soviétique doit être prolongée par celle de la Fédération de Russie en encourageant les tendances centrifuges, comme la sécession tchétchène.

Une autre option stratégique pourrait être de transformer l'OTAN en une police intérieure. Déjà l'Alliance a accepté d'assurer, en 2004, la police des Jeux olympiques d'Athènes et celle du mondial de football au Portugal. Dans la même veine, Washington propose d'intégrer les polices anti-terroristes des États membres dans son état-major militaire. La réforme du Traité, adoptée au sommet du cinquantenaire, autorise même l'Alliance à participer à la « *guerre à la drogue* » que la Maison-Blanche poursuit en Colombie et ailleurs.

L'OTAN pourrait aussi garantir la sécurité des espaces communs, une fonction dévolue à personne et néanmoins remplie depuis la Seconde Guerre mondiale par les États-Unis. D'ores et déjà, c'est l'Alliance qui fait la loi en Méditerranée. Enfin, une quatrième possibilité pourrait être de substituer systématiquement des forces d'intervention de l'OTAN à celles de l'ONU, dans tous les conflits périphériques, de manière à exonérer Washington de devoir rendre des comptes au Conseil de sécurité. Ainsi l'OTAN a agi sans mandat de l'ONU pour attaquer la Yougoslavie, mais sous mandat pour stabiliser l'Afghanistan. Elle aurait souhaité intervenir en Irak et en Haïti.

Cependant plusieurs obstacles s'opposent à ces évolutions.

En premier lieu la dissidence belgo-germano-française a empêché l'Alliance de

s'impliquer dans l'attaque de l'Irak. Pire, la Turquie, que l'on croyait pour toujours gouvernée en sous-main par une caste militaire inféodée au Pentagone, a démocratiquement décidé de bloquer le fonctionnement des bases de l'Alliance situées sur son territoire et d'interdire le passage par son espace aérien. Cette rébellion a contraint la Coalition à revoir son plan d'invasion, à déplacer une partie de ses forces et à retarder l'attaque, le tout pour un coût exorbitant.

Deuxièmement, pendant cinquante ans, les États-Unis ont poussé, en vain, les Européens à s'unir et à se doter d'une capacité d'intervention militaire autonome, de manière à soulager leur budget et surtout à s'assurer qu'en cas de conflit avec l'URSS le champ de bataille resterait confiné à l'Europe. Or, en l'absence de la menace soviétique, ce projet est aujourd'hui repris par les grandes puissances de l'Union européenne, Royaume-Uni inclus, pour s'affranchir de Washington.

Mais tout cela est plus compliqué qu'il n'y paraît. Aucun État de l'OTAN n'a la possibilité de s'affranchir gratuitement des États-Unis.

C'est notamment le cas du Royaume-Uni. Celui-ci dispose, de loin, de la meilleure armée d'Europe. Mais sa capacité nucléaire est dépendante des États-Unis. Compte tenu des traités, il la perdrait en prenant son indépendance. Du coup, il devrait reconnaître une prééminence militaire française et l'équilibre régional serait à repenser.

La Belgique, l'Allemagne et la France, à des degrés divers, sont organiquement liées, à travers de nombreuses organisations intergouvernementales et non-gouvernementales, aux États-Unis. Contrairement à une idée répandue, ce sont la Belgique et l'Allemagne qui, les premiers, ont contesté l'unilatéralisme de l'administration Bush. Mais elles n'ont pas pu aller bien loin. La France est d'abord restée passive et n'est entrée dans la contestation que lorsqu'elle s'est sentie capable d'en être le leader. Tout cela est donc velléitaire et difficile à construire dans la durée.

Seule la Turquie s'est montrée capable d'assumer le prix de la dissidence. Alors qu'on la présente comme politiquement archaïque et dominée par des islamistes, elle est le seul État membre de l'OTAN à avoir débattu démocratiquement de la guerre et à avoir décidé de s'y opposer. C'est bien évidemment parce que sa décision s'appuyait sur une légitimité populaire qu'elle a pu être appliquée. Mais, hormis dans le contexte stratégique particulier de l'Irak, la Turquie ne pèse pas lourd dans l'OTAN. Héritière du très européen Empire ottoman, elle continue à payer sa défaite dans la Première Guerre mondiale et n'a pas été admise dans l'Union européenne.

La dépendance des vassaux se manifeste en permanence. Ainsi, la semaine dernière les États-Unis ont-ils réussi à se décharger de missions ingrates de maintien de la paix en Bosnie sur le dos des Européens, tout en conservant la responsabilité de la recherche des criminels de guerre. De la sorte, ils se garantissent de ne pas arrêter de personnes dont le témoignage pourrait conduire à la mise en cause de soldats états-uniens, d'autant que Washington s'oppose au principe du Tribunal pénal international.



Par ailleurs, Washington souhaiterait étendre le modèle de l'OTAN à d'autres régions du monde. Il existait pendant la Guerre froide un pacte similaire dans le Pacifique avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande (ANZUS). Il existe un système de renseignement collectif entre ces pays, ainsi que le Royaume-Uni et le Canada, connu sous le terme générique d'Échelon. Enfin, il existe un Pacte états-uno-canadien qui sert de fondement au NORAD.

Le principe d'un nouveau Pacte a été validé par les États concernés, mais le Pentagone hésite encore à unir tous les États anglo-saxons, quoique géographiquement dispersés, ou à distinguer le Pacifique et l'Amérique du Nord, ce qui inclurait le Mexique. Dans les deux cas de figure, le Royaume-Uni participerait à une alliance en plus de l'OTAN voyant ainsi confirmé son rôle d'adjoint de la puissance états-unienne à laquelle il apporte son expérience impériale. Une récente conférence, tenue à Calgary fin mars, n'a pas permis de dégager une solution définitive.

Dans de telles conditions, l'évolution de l'OTAN peut être influencée de l'extérieur. C'est bien ce que compte faire la Fédération de Russie. Invité à Norfolk pour une conférence anti-terroriste, le ministre de la Défense Igor Ivanov a déclaré le 7 avril : « *Soyez sûrs que notre attitude [face à l'élargissement de l'OTAN] est calme, mais négative* ». Surtout, le président Vladimir V. Poutine a invité son homologue français, Jacques Chirac, au centre spatial de Krasnoznamensk. Selon le *Nezavisimaya Gazeta*, il lui a présenté une démonstration des capacités de missiles anti-missiles russes qui constitueraient une réponse crédible à l'armement états-unien. Le président russe avait reçu juste auparavant le chancelier allemand Gerhard Schröder. L'idée d'un axe Paris-Berlin-Moscou, bien qu'elle semble irréalisable à court et moyen terme, perturbe grandement les projets atlantistes, d'autant qu'elle a trouvé un début d'application lors de la crise irakienne.

L'entente cordiale à l'heure de la crise du blairisme

Analyse

L'ambassadeur Jean-Daniel Levitte répond dans le *Los Angeles Times* à la campagne, dont nous rendions compte hier, selon laquelle la Russie et la France auraient été soudoyées par Saddam Hussein. Il remarque que ce n'est pas la première campagne anti-française depuis la querelle irakienne, et que l'usage d'arguments de mauvaise foi n'améliorera pas les relations des uns et des autres. Enfin, pour se faire bien comprendre, il rappelle que les États-Unis achetaient 44 % du pétrole irakien quand la France n'en achetait que 8 %. Autre critique de l'unilatéralisme de Washington : le ministre russe de la Défense, Sergeï Ivanov, exprime dans le *New York Times* l'inquiétude de son pays face à l'évolution de l'OTAN. La Russie ne saurait accepter de se laisser encercler par une organisation militaire, ni voir l'OTAN évoluer en une force d'intervention méprisant l'ONU.

Frank J. Gaffney Jr, le coordinateur des faucons, revient sur les imputations selon lesquelles l'administration Bush aurait, au départ, été trop absorbée par le programme anti-missiles et aurait négligé la lutte contre le terrorisme. Mais c'est pour renverser cette logique dans le *Washington Times*. En effet, pour lui, la question spatiale reste prioritaire et n'est pas dissociable de celle du terrorisme puisque des terroristes pourraient se procurer des missiles et les lancer sur les États-Unis depuis un bateau.

Le sénateur Edward Kennedy mène campagne pour John Kerry avec plus d'ardeur que celui-ci. Lors d'un discours, prononcé lundi devant la Brookings

Institution, et partiellement reproduit par *The Independent*, il souligne que l'administration Bush a perdu toute crédibilité, au plan national et au plan international, à force de mensonges. La crise de confiance est sans précédent, bien plus forte encore que du temps de Nixon. En termes politiques autant que militaires, l'Irak, conclut-il, c'est le Vietnam de Bush.

Paul Crespo, de la Fondation pour la défense des démocraties, décrit dans le *Washington Times* sa réaction aux images des corps exhibés de quatre civils états-uniens massacrés en Irak. Il a cru revoir à Faludja les scènes vécues à Mogadiscio, qui poussèrent Clinton à se retirer de Somalie. Il en conclut, a contrario, qu'il ne faut pas céder, mais y « mettre le paquet ». L'Irak n'est peut-être pas encore le Vietnam, en termes de réalités militaires, mais c'est effectivement pareil en termes de débats politiques.

Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde*, fait l'éloge de l'entente cordiale dans *The Independent*. L'exercice est difficile. Au-delà des poncifs obligés, il en profite pour dire son admiration du New Labour et de l'atlantisme blairien dont il voudrait faire des modèles pour la France. Dommage, ces modèles, les Britanniques sont en train de les remettre en question.

Ainsi, l'ancien conseiller du ministre britannique des Affaires étrangères, David Clark, souligne dans le *Guardian* que, face aux erreurs stratégiques de la Maison-Blanche, Tony Blair a préféré privilégier sa relation avec Bush que de lui faire entendre raison. Or, au lieu de cibler les groupes terroristes, la Coalition a attaqué un État et sa population ; au lieu d'isoler les terroristes, elle leur a fourni une légitimité et un soutien populaire.

À l'annonce de la visite d'Hosni Moubarak à la Maison-Blanche, le *Washington Post* donne la parole à deux points de vue contradictoires.

L'ancien ministre des Affaires étrangères égyptien et ancien secrétaire général de l'ONU aujourd'hui président de la Commission nationale des droits de l'homme, Boutros Boutros-Ghali, admet que le régime a fait passer la sécurité face au terrorisme devant les droits humains et que la pente est longue à remonter.

Au contraire, le sénateur Mitch McConnell pense que le résultat du régime est globalement négatif et qu'il n'y a donc aucune excuse au manque de libertés. Il préconise donc de conditionner l'aide économique à une ingérence politique accrue. Une position qui serait plus crédible si McConnell ne participait pas, depuis des années, à des campagnes d'organisations sionistes cherchant à affaiblir l'Égypte par tous les moyens.

Enfin, le sénateur George Allen plaide, dans le quotidien mooniste *Washington Times*, pour le maintien du *statu quo* à Taïwan : le gel de la question des deux Chine a favorisé la prospérité des uns et des autres.

Réseau Voltaire

Jean-David Levitte



Jean-David Levitte est ambassadeur de France aux États-Unis.

« D'abord les " frites de la liberté ", maintenant les mensonges du programme pétrole contre nourriture : laissez la France tranquille »

Source : Los Angeles Times

Référence : « First 'Freedom Fries,' Now Oil-for-Food Lies : Give France a Break », par Jean-David Levitte, *Los Angeles Times*, 7 avril 2004.

Il y a un an, quand la question d'une intervention militaire pour désarmer l'Irak a été soulevée, mon pays s'y est fermement opposé, convaincu que l'Irak n'était pas une menace immédiate pour la paix du monde et n'avait pas de liens avec Al Qaïda. Cela a entraîné de nombreuses accusations contre mon pays, visant à discréditer ses positions. Aujourd'hui, l'ouragan diplomatique s'est calmé et nous comprenons tous l'importance de ce qui nous rapproche dans la lutte contre le terrorisme global ou dans des conflits régionaux en Afghanistan, en Haïti ou au Kosovo.

C'est pourquoi j'ai été extrêmement surpris de voir une campagne d'accusation contre mon pays, ces derniers jours, lancée par des télévisions et des journalistes conservateurs. Ces accusations suggèrent que le gouvernement français a laissé l'Irak corrompre les entreprises françaises. Ces affirmations sont complètement fausses et n'ont pour objectif que de discréditer la France, une amie et alliée des États-Unis. En tant qu'ancien ambassadeur à l'ONU, laissez-moi vous expliquer comment fonctionnait le programme pétrole contre nourriture.

Le programme a été initié en 1996 et autorisait l'Irak à vendre une partie de son pétrole pour dégager des sommes qui devaient lui permettre d'acheter de la nourriture et d'autres équipements. Le programme était dirigé par l'ONU sous contrôle du Conseil de sécurité et chaque contrat devait être approuvé à l'unanimité des membres du Conseil. Par ailleurs, le Royaume-Uni et les États-Unis avaient exigé de disposer d'un contrôle plus étendu des contrats passés et les entreprises ne pouvaient pas acheter le pétrole irakien en dessous d'un certain cours. Il y a pu avoir de la corruption, c'est possible, et la France soutient la demande d'enquête de l'ONU.

La France n'était que le huitième pays contractant dans ce programme et beaucoup de contrats avec des Français n'étaient en fait que des contrats avec des filiales françaises de compagnies étrangères. On a également affirmé que la BNP récoltait tout l'argent de ce programme, mais c'est faux. 41 % des opérations financières étaient traitées par la J.P. Morgan Chase Bank, approuvée comme la BNP par le Conseil de sécurité. La position française n'a pas été dictée par le pétrole. En 2001, seuls 8 % du pétrole irakien étaient exportés vers la France contre 44 % pour les États-Unis.

Sergueï Ivanov



Sergueï Ivanov est ministre de la Défense russe.

« L'OTAN grandit tout comme les inquiétudes russes »

Source : New York Times

Référence : « As NATO Grows, So Do Russia's Worries », par Sergueï Ivanov, *New York Times*, 7 avril 2004.

Les Russes ont été remarquablement calmes suite à l'élargissement de l'OTAN, mais ils s'interrogent toujours sur l'utilité aujourd'hui d'une organisation qui a été conçue pour lutter contre l'URSS. Cette question est d'autant plus pressante que les événements des dernières années indiquent que l'Alliance atlantique cherche à consolider la sécurité mondiale par des moyens militaires. Pourtant, au Kosovo, la guerre n'a rien résolu ; en Afghanistan, les membres d'Al Qaïda sont simplement partis vers le Proche-Orient ; les Talibans se réarment et l'Irak est devenu un aimant à terroristes. Dans ce dernier pays, 600 soldats états-uniens ont été tués, tout comme 100 soldats d'autres pays de l'OTAN et ne parlons pas des pertes civiles. Les attentats de Madrid peuvent également être vus comme un nouveau maillon de la chaîne de la violence. La Russie veut coopérer avec l'OTAN et ne se réjouit pas des difficultés rencontrées. Nous travaillons à une défense antimissile de l'Europe en partenariat avec l'alliance et nous travaillons à rendre nos armées compatibles. Nous voulons aller plus loin et participer, comme cela était prévu, à la remise en état du matériel soviétique qui équipe encore certaines armées d'Europe. Les discussions sur ces différents points sont rendues plus difficiles cependant par les extensions répétées de l'OTAN. Aujourd'hui ce sont les pays baltes qui ont rejoint l'alliance et des bases pourraient donc y être déployées. Cela rapprocherait les installations militaires de l'OTAN de la Russie au moment où celle-ci n'a plus beaucoup de forces sur sa frontière occidentale. Cela intervient également au moment où Washington redéploie ses troupes en Europe, les rapprochant de la Russie et après que, lors du sommet de Prague de 2002, l'OTAN s'est elle-même autorisée à mener des opérations hors de son territoire sans préciser qu'un accord de l'ONU serait nécessaire. Toute action sans accord de l'ONU est illégale et nous devons régler nos différends par le dialogue.

Frank J. Gaffney Jr.



Frank J. Gaffney Jr. (Le 7 de cœur du régime Bush) est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Une défense anti-anti-missile »

Source : Washington Times

Référence : « Anti-anti-missile defense », par Frank J. Gaffney Jr., *Washington Times*, 6 avril 2004.

Un nouveau front a été récemment ouvert contre la politique étrangère et de défense de **George W. Bush** et plus précisément contre **Condoleezza Rice**. Un de ses anciens subordonnés, **Richard Clarke**, a fait beaucoup de unes dans la presse, et d'argent probablement, en affirmant que l'administration Bush n'avait rien compris à la menace que représentait Al Qaïda et n'avait pas fait assez pour la combattre. Aujourd'hui, on reproche à l'administration d'avoir concentré trop d'efforts, de temps et d'argent à la défense anti-missile. Selon le *Washington Post*, s'appuyant sur un discours que Rice aurait dû lire le 11 septembre 2001, il était prévu que ce jour-là elle rappelle la menace que représentaient les missiles pour les États-Unis.

Pour certains, cela signifie que l'administration Bush ne regardait pas au bon endroit alors que, au contraire, ce discours prouve qu'elle était préoccupée par le terrorisme aux États-Unis et dans le monde. Dès sa prise de fonction, l'administration Bush a développé les politiques visant à empêcher l'introduction clandestine d'armes de destruction massive dissimulées sur notre territoire. Dans le même temps, Clarke travaillait à la prévention contre une cyber attaque. L'administration Bush a dû, en plus, renforcer une défense antimissile totalement négligée par son prédécesseur. Pour cela, elle a commencé à mettre en place une protection antimissile, même limitée, et nous a retiré de l'archaïque traité ABM de 1972 qui nous empêchait de déployer des batteries de missiles anti-missiles.

Le travail effectué par l'administration Bush pour nous protéger d'une forme de terrorisme ne trouve pas grâce aux yeux des opposants. Pourtant les attaques de missiles peuvent venir de n'importe où, de Chine, de Corée du Nord, de terroristes équipés de SCUD envoyés depuis un bateau et il convient d'être prêts.

Edward M. Kennedy



Edward M. Kennedy, frère de l'ancien président John F. Kennedy et de l'ancien sénateur Robert Kennedy, est sénateur démocrate du Massachusetts.

« L'Irak est devenu le Vietnam du président Bush »

Source : The Independent

Référence : « Iraq has become President Bush's own Vietnam », par Edward M. Kennedy, *The Independent*, 7 avril 2004. Cette tribune est adaptée des extraits d'un discours prononcé à la Brookings Institution à Washington.

L'un des principes les plus importants des démocraties représentatives est que le peuple ait confiance dans le gouvernement. Si nos dirigeants violent cette confiance, ils perdent toute crédibilité et nos objectifs d'espoir, d'opportunité et de justice ne seront jamais atteints. Malheureusement, l'administration Bush a été incapable de répondre aux critères de base d'un vrai débat et a inventé des « faits » pour justifier de sa politique. Elle a ainsi créé la plus grave crise de confiance depuis Nixon.

L'administration Bush a trompé la population des États-Unis et le Congrès car elle savait qu'elle n'aurait pas son soutien si les faits réels étaient connus. Nous avons perdu le respect des nations du monde et pour le retrouver, on ne peut pas compter sur **George W. Bush** car il incarne le problème. L'Irak, c'est le Vietnam de Bush.

Paul Crespo



Ancien officier des Marines ayant servi au Moyen Orient, Paul Crespo est professeur de politique mondiale à l'Université de Miami et membre de la Foundation for the Defense of Democracies.

« Une réédition de la Somalie ? »

Source : Washington Times

Référence : « Somalia redux ? », par Paul Crespo, *Washington Times*, 7 avril 2004.

Les troupes états-uniennes ont eu des douzaines de blessés face aux miliciens rebelles chiites alors que les Américains avaient déjà subi la mort de quatre contractants civils protégeant un convoi alimentaire. La façon dont ont été traités les corps rappellent les images de Mogadiscio en 1993, des images qui avait poussé **Bill Clinton** à retirer les troupes et qui ont inspiré à Ben Laden et Saddam Hussein le sentiment que les États-Unis étaient faibles. Il n'est donc pas étonnant de voir des loyalistes de Saddam et des membres d'Al Qaïda utiliser ces tactiques répugnantes.

Ce type d'attaque continuera tant que les forces américaines ne fourniront pas une réponse décisive aux mouvements minoritaires qui les commettent. Il faut commencer par Faludja. **L. Paul Bremer** a déjà affirmé que ces crimes ne seraient pas laissés impunis. Il faut boucler Faludja, agir vite et faire comprendre aux loyalistes de Saddam Hussein qu'ils ont perdu la guerre en y déployant des troupes. En se contentant de rester en dehors de la ville nous

donnons l'impression d'avoir peur et l'absence de punition pour les milliers de terroristes que nous avons arrêtés l'année dernière a donné aux Irakiens anti-américains un sentiment d'impunité.

Il faut riposter immédiatement. Il faut faire une démonstration de force.

Jean-Marie Colombani



Jean-Marie Colombani est président du directoire et directeur de la publication du quotidien français *Le Monde*. Il a été l'un des grands artisans de la recapitalisation de ce quotidien qui a conduit à sa prise de contrôle par les principaux groupes économiques français.

« La vérité est que nous avons tous les deux besoin l'un de l'autre dans la nouvelle Europe »

Source : The Independent

Référence : « The truth is we both need each other in this new Europe », par Jean-Marie Colombani, *The Independent*, 7 avril 2004.

La France a besoin de la Grande-Bretagne car il ne peut y avoir de politique de défense et de politique étrangère unie de l'Union européenne sans elle. L'axe franco-allemand, une force motrice pour la construction européenne, est moins efficace dans l'Europe élargie. La France a besoin de la Grande-Bretagne car elle a démontré qu'elle ne pouvait pas influencer seule la politique de **George W. Bush**. La France doit s'inspirer de la Troisième voie, le meilleur du Blairisme, pour réformer l'État. La France a besoin de la Grande-Bretagne car nos institutions quasi monarchiques manquent de l'esprit de liberté et de transparence de votre monarchie. Vous offrez des milliers d'emplois à des jeunes Français et, du football à la **BBC**, de Covent Garden aux jambes de **Liz Hurley**, on peut trouver une longue liste de raisons pur lesquelles la France a besoin de la Grande-Bretagne.

De son côté, la Grande-Bretagne a besoin de la France car, malgré les convictions européennes sincères de **Tony Blair**, la Grande-Bretagne manque encore de crédibilité en Europe. L'objectif de diplomatie globale du Royaume-Uni ne peut pas non plus être atteint sans le soutien de la France et sans la France, la Grande-Bretagne ne peut pas influencer la politique de Washington. Vous avez aussi besoin de notre expérience des services publics. De vos résidences secondaires en Normandie et dans le Périgord, à **Thierry Henry** et les DJ technos français, il y a de nombreuses raisons de renouer l'entente cordiale.

David Clark



David Clark est ancien conseiller spécial de Robin Cook au ministère des Affaires étrangères (1997-2001).

« La guerre au terrorisme connaît des ratés. Reprochez-le aux néo-conservateurs »

Source : The Guardian

Référence : « The war on terror misfired. Blame it all on the neocons », par David Clark, *The Guardian*, 7 avril 2004.

Il n'est jamais facile de conserver le sens de la mesure face à une campagne terroriste aussi violente que celle conduite par Al Qaïda. Pour certains, il semble que cela soit encore plus difficile que pour d'autres puisque **James Woolsey** a affirmé que nous étions engagés dans la « *troisième guerre mondiale* » et que **Tony Blair** présente la menace terroriste comme une « *menace existentielle*, » pour nos démocraties.

Le terrorisme islamiste est une menace pour l'existence physique des gens qu'il vise mais il n'a pourtant rien de comparable avec la menace pour les démocraties et les juifs d'Europe qu'incarnait le nazisme et ne parlons même pas de la menace nucléaire de la Guerre froide. De même, l'Amérique et ses alliés ne « *perdent pas la guerre au terrorisme* » car même si Al Qaïda se renforce, son objectif de fonder une théocratie pan-islamique est impossible à réaliser. Pourtant, malgré cela, **George W. Bush** semble vouloir absolument se conformer au rôle que Ben Laden a écrit pour lui, déclenchant un cycle de violence.

La fermeture forcée d'un journal militant chiite suivie de l'utilisation d'hélicoptères contre la manifestation de protestation ont ouvert un cycle de violence et de résistance dont profitent les extrémistes que cette guerre était censée affaiblir. Les stratégies de la contre-insurrection supposent pourtant deux éléments : une campagne militaire visant précisément les groupes violents et une campagne politique visant à isoler ces groupes. Bush a violé ces deux principes en s'attaquant à l'Irak, une attaque qui l'obsédait depuis longtemps. Il s'est aliéné la population musulmane qui a eu l'impression que son opinion ne comptait pas, impression renforcée par le soutien à la brutale politique d'annexion d'**Ariel Sharon**.

Cette attitude a fait perdre la bataille de la propagande, mais les néo-conservateurs continuent de s'attaquer à toute personne demandant une politique de diminution du ressentiment des populations. Ils n'ont rien compris à la menace et ignorent qu'une insurrection se combat politiquement. **Tony Blair** le savait, mais il a préféré sacrifier cette politique à son lien avec George W. Bush. Une victoire de **John Kerry** est peut-être le seul espoir de rétablir la situation.

Boutros Boutros-Ghali



Boutros Boutros-Ghali est ancien secrétaire général de l'ONU. Il est président de la Commission nationale égyptienne pour les Droits de l'homme.

« La voie égyptienne pour les droits... »

Source : Washington Post

Référence : « Egypt's Path to Rights. . . », par Boutros Boutros-Ghali, *Washington Post*, 7 avril 2004.

Le Proche-Orient a besoin d'efforts concertés pour assurer les libertés civiles et les Droits de l'homme pour tous, mais l'argument actuel sur les mérites d'une solution imposée de l'extérieur se fonde sur l'idée erronée que les Droits de l'homme sont une notion étrangère à la région. Au contraire, je pense que les efforts doivent s'appuyer sur les expériences de chaque pays.

La question de la protection des droits des minorités a été débattue en Égypte depuis l'indépendance de 1922 et la question a été résolue avec la fin des juridictions britanniques dans le pays en 1936. En 1948, l'Égyptien Mahmoud Azmi collabora à la rédaction de la déclaration universelle des Droits de l'homme et, en 1978, l'Égypte a eu un rôle clé dans l'adoption de la charte africaine des Droits de l'homme. De nombreuses ONG défendent les Droits de l'homme en Égypte et aujourd'hui il existe une Commission nationale égyptienne pour les Droits de l'homme, que je préside.

Il existe encore un fossé entre les concepts et les faits. Beaucoup reste à faire, mais face au terrorisme fondamentaliste dont nous avons souffert, les problèmes de sécurité ont pris le pas sur les libertés civiles. Nous avançons pourtant pour que les Droits de l'homme deviennent le langage commun de l'humanité.

Mitch McConnell

Mitch McConnell est sénateur Républicain du Kentucky.

« ...a besoin des pressions états-uniennes »

Source : Washington Post

Référence : « . . . Needs a U.S. Push », par Mitch McConnell, *Washington Post*, 7 avril 2004.

La semaine prochaine, la visite de **Hosni Moubarak** aux États-Unis sera l'occasion de corriger la trajectoire de l'Égypte vers la démocratie, les Droits de l'homme et le respect de la loi. Le pays est certes un partenaire pour la paix au Proche-Orient et dans la guerre au terrorisme, mais cette aide coûte cher aux contribuables états-uniens : 59 milliards de dollars depuis 1948. Elle n'a pourtant pas permis d'accroître la liberté dont jouissent les Égyptiens.

En effet, ils ne peuvent toujours pas changer de gouvernement et les libertés d'association et de réunion sont fortement limitées. Dans le même temps, la presse continue de tenir des propos antisémites, affirmant notamment que « la

trahison est dans la nature des juifs », et encourageant les attentats suicide. Les résultats économiques de l'Égypte ne sont pas non plus mirobolants malgré les aides économiques. C'est pourquoi les États-Unis ont décidé de se pencher sur leur utilisation.

Colin Powell doit profiter de la venue du président Moubarak pour demander plus de réformes politiques et économiques. Il faut que l'Égypte devienne une démocratie pour aider à stabiliser la région et il faut donc aider la société civile égyptienne qui défend cet objectif. Le Caire ne doit pas disposer de droit de veto sur la façon dont l'argent états-unien est utilisé sur son territoire. Les États-Unis doivent pousser le gouvernement égyptien à tenir compte des réformes proposées par la société civile. Sans changement d'attitude, l'argent prévu ne sera plus alloué.

George Allen



George Allen est sénateur Républicain de Virginie. Il est président du sous comité sur les affaires européennes du Comité des Affaires étrangères du Sénat.

« Marcher sur la corde raide »

Source : Washington Times

Référence : « Walking the tightrope », par George Allen, *Washington Times*, 6 avril 2004.

Samedi marquera le 25ème anniversaire du Taiwan Relations Act (TRA) qui, contre toute attente, a permis de préserver la paix à Taiwan et a ouvert un contexte de croissance dans nos relations avec la République de Chine de Taiwan et la République populaire de Chine. Le TRA est le fruit d'un heureux mariage entre la diplomatie et la puissance états-unienne pour aider à faire avancer la cause de la liberté.

Le Congrès a réussi à maintenir le *statu quo* pendant 25 ans, mais cet anniversaire survient justement au moment où le référendum à Taiwan, l'opposition de la Chine à ce vote et la réponse états-unienne, ont poussé certains à croire que l'équilibre établi par le TRA allait être rompu. Il faut relativiser cette crainte. En effet, les États-Unis continuent de reconnaître les droits de la population de Taiwan, mais pas son gouvernement. La République populaire de Chine maintient que Taiwan est une partie de son territoire, mais ne fait rien pour l'occuper. Et le gouvernement taiwanais, tout en agissant comme celui d'un État indépendant, continue de prendre soin de ne pas prononcer officiellement l'indépendance.

Cet équilibre est la conséquence du TRA et du pouvoir de la liberté qui a fait de Taiwan une économie prospère puis une démocratie et a apporté la croissance en Chine avant, peut-être, de libéraliser les institutions politiques. Les États-Unis savent depuis toujours que la liberté est l'ami de la stabilité. Nous devons rester attachés aux principes du TRA, sauvegarder la liberté à Taiwan et développer nos relations avec la Chine.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .